

Règlement numéro 286-2014

Règlement fixant les droits exigibles pour la célébration
d'un mariage civil ou d'une union civile

ATTENDU que le *Code civil du Québec* permet aux membres des conseils municipaux de demander au ministre de la Justice d'être désigné comme étant compétent pour célébrer des mariages ou des unions civiles;

ATTENDU que l'article 376 du *Code civil du Québec* prévoit que les membres des conseils municipaux perçoivent des futurs époux, pour le compte de leur Municipalité, les droits fixés par règlement de la Municipalité, ces droits devant respecter les minimums et maximums fixés par règlement du gouvernement;

ATTENDU l'absence de règlement du gouvernement à cet effet;

ATTENDU que l'article 242 de la *Loi instituant l'union civile et établissant de nouvelles règles de filiation* (L.Q. 2002, c. 6) prévoit que jusqu'à ce qu'un règlement du gouvernement soit adopté, ces droits sont ceux que prescrit le *Tarif des frais judiciaires en matière civile et des droits de greffe*;

ATTENDU qu'un avis de motion a été donné le 5 mai 2014;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Julien St-Onge, appuyé par le conseiller Yves Barriault et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le présent règlement numéro 286-2014 soit adopté et qu'il soit ordonné et statué comme suit :

Article 1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Article 2 DROITS EXIGIBLES

Les droits exigibles par le célébrant, pour la célébration d'un mariage ou d'une union civile, sont ceux prescrits par le *Tarif des frais judiciaires en matière civile et des droits de greffe*, soit 266 \$ auquel est ajouté un droit de 88,25 \$ lorsque le mariage civil ou l'union civile est célébré à l'extérieur de l'hôtel de ville;

Ces montants seront indexés au 1^{er} avril de chaque année par le gouvernement et feront partie intégrante du présent règlement comme s'ils avaient été adoptés par la Municipalité;

Article 3 MOMENT OÙ LES DROITS DOIVENT ÊTRE PAYÉS

Les droits prévus au présent règlement sont payables avant la publication du mariage ou au moment de la dispense de publication, le cas échéant;

Article 4 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

AVIS DE MOTION LE : 5 MAI 2014
ADOPTÉ À LA SÉANCE DU : 2 JUIN 2014
PUBLIÉ LE : 9 JUIN 2014

Gérard Porlier
Maire

Reina Goulet, secrétaire-trésorière
et directrice générale